

24 septembre 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS D'EMMANUEL MACRON À L'ONU FACE AUX CHEFS D'ÉTAT RÉUNIS PAR L'APPEL DE CHRISTCHURCH

Merci beaucoup. Merci pour votre accueil. Merci aux Nations Unies de cet engagement et de ce suivi. Et je veux remercier le roi de Jordanie et la Première ministre de Nouvelle Zélande pour leur engagement dès le début, leur suivi, et leur leadership sur ce sujet, très sincèrement merci. Je veux aussi saluer la présence du Premier ministre MODI qui s'était engagé à rejoindre cette initiative lors du G7 et qui est là avec nous, et je crois que c'est un élément très important compte tenu de la taille de la démocratie indienne et de ce qu'elle représente. Et au fond, toute cette initiative, on avait commencé et essayé de la faire avec plusieurs d'entre vous dans la salle, en particulier le Royaume Uni, suite aux attentats de juin 2017. Et je me souviens d'une réunion qui s'était tenue aux Nations Unies avec d'ailleurs plusieurs industriels du secteur. Mais on n'avait pas réussi à construire un véritable momentum. Et au fond, je veux saluer le rôle moteur véritablement des pays présents dans la lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes et montrer que depuis le 15 mars dernier, ce que nous avons fait est en effet inédit et a permis des avancées je crois uniques.

D'abord, depuis l'appel de Christchurch, en cohérence avec notre initiative No Money for Terror qui avait été lancée en avril 2018 et poursuivie par l'Australie cette année, nous avons réussi à la fois à élargir le nombre et à rendre plus opérationnelle l'initiative. Nous étions, le 15 mai dernier à Paris, 17. Nous sommes maintenant 50. Et donc nous avons réussi à convaincre beaucoup plus largement, et je crois que c'est ce qui est essentiel pour avoir plus d'efficacité et avoir une initiative qui justement permet d'être pleinement crédibles, opérationnels.

Nous avons aussi avancé dans la mise en œuvre de nos engagements. Nous avons décidé d'une modification de la gouvernance du Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme pour permettre plus de transparence, de co-construction des règles entre État, entreprises, plateformes et société civile. C'est acté. Cette modification a été faite par l'engagement de tous dans cette salle. Grâce aussi au processus d'Aqaba et à toute la dynamique qui a été créée dans la foulée, nous avons mis en place un protocole partagé de gestion de crise commun aux États et aux entreprises pour permettre une action immédiate contre la diffusion de la violence en ligne et donc répondre très concrètement à ce qui s'est passé à Christchurch. Et un exercice concret sera conduit en décembre à Wellington.

Et donc au total, depuis le 15 mai dernier, nous avons réussi à élargir le club, nous avons réussi à institutionnaliser les choses en définissant des règles et en modifiant la gouvernance du Forum mondial et nous avons réussi à opérationnaliser les choses avec la mise en œuvre maintenant d'une première convention technique très claire. Donc pour moi, ce n'est plus maintenant un appel - « que » l'appel de Christchurch -, c'est un processus qui est lancé, et c'est ce que j'appellerais le multilatéralisme fort ou efficace. Et c'est ce qui est permis par la mobilisation des États qui sont là et des acteurs des différentes plateformes qui sont présentes.

On voit bien que la régulation du numérique avance en conformité avec nos valeurs et avec notre sécurité.

Maintenant, qu'est-ce qu'on a devant nous à faire ? Il me semble, d'abord nous devons préciser et rendre encore plus contraignantes les coopérations opérationnelles. C'est un début, ce qui a été commencé à Aqaba, mais on doit être pleinement efficace lorsqu'advient le pire, pour tout de suite stopper les diffusions, pour avoir une gestion de crise pleinement opérationnelle et donc le rendez-vous de décembre et le test sera un point important mais on doit faire le suivi de ça et avoir quelque chose d'encore plus précis, pleinement efficace.

Ensuite, nous devons maintenant aller vers la définition de mécanismes de prévention. On sait que si on arrive à mettre nos compétences légales, techniques ensemble, on peut bien mieux prévenir les comportements qui commencent à être déviants. Il faut le faire en plein respect des libertés de chacun et évidemment des droits individuels, mais il nous faut rentrer dans un agenda de prévention parce que tout ce qu'on veut, c'est qu'il n'y ait plus ces actes terroristes ; en tout cas, qu'ils ne puissent plus utiliser Internet. Et dès qu'on peut les détecter par ce truchement, qu'on mette en œuvre tous les moyens. Et puis la troisième chose, c'est qu'on ait maintenant une coopération aussi active sur la lutte contre les discours de haine et les incitations. C'est une

zone qui n'est plus grise, on sait qu'elle est beaucoup plus complexe. Je sais toutes les difficultés techniques qu'il y a et aussi les spécificités qu'est-ce qu'on appelle discours de haine ? Il peut y avoir des différences entre les géographies et autres. Simplement, quand il y a un appel au crime lié à l'homophobie, quand il y a de l'antisémitisme ou du racisme clair, on sait très bien que ça n'est acceptable dans aucune de nos sociétés. Et donc là-dessus aussi, on doit réussir à avoir une gouvernance de l'Internet qui se réarme.

Et au total et pour conclure, on avait eu cet échange le 15 mai dernier. Ce qu'on est en train de faire à travers le sujet du terrorisme, ce qui est une première, on doit maintenant donc le rendre plus concret, plus opérationnel. On doit continuer à élargir le club et à être de plus en plus précis. Mais par ce biais-là, on est en train de commencer à bâtir, au fond, ce « Bill of Rights » de l'Internet, de l'algorithme, des réseaux sociaux, c'est-à-dire enfin une régulation conforme à nos droits et nos valeurs qui, jusqu'alors, n'existe pas dans ce monde. Et donc je crois que c'est ce devoir, c'est un premier jalon, il faut le rendre très crédible et être le plus efficace, mais poursuivre cette dynamique parce que c'est bien ce Bill of Rights qui a fait nos sociétés et qui permet que nos sociétés soient des sociétés de femmes et d'hommes libres, qu'il nous faut bâtir dans cette nouvelle société mondiale grâce aux innovations numériques que nous avons construites et que nous allons continuer à élaborer.

Je vous remercie beaucoup.